



Inter-réseaux Développement rural

CYCLE THEMATIQUE AGROECOLOGIE

Novembre 2015

Compte rendu de la rencontre sur : les agriculteurs engagés dans l'agroécologie au Burkina Faso *partage d'expériences, défis et perspectives*

24-25 novembre 2015

Contexte de la rencontre

Au Burkina Faso, les agriculteurs sont confrontés à la nécessité d'augmenter la production avec des possibilités d'extension des surfaces cultivées de plus en plus réduites. Parallèlement, et depuis des décennies déjà, ils assistent à une dégradation des ressources naturelles, en particulier des sols, qui devraient encore s'aggraver sous les effets des changements climatiques. Il existe ainsi un enjeu fort d'intensifier de manière durable la production agricole au Burkina Faso.

Pour de plus en plus d'experts et de paysans, l'agroécologie fait partie des solutions aux défis agricoles, alimentaires et environnementaux du pays. Elle serait également un moyen de contourner les difficultés rencontrées par un grand nombre d'agriculteurs d'accéder aux intrants chimiques.

Ces pratiques sont loin d'être nouvelles au Burkina Faso. Depuis les années 1960, les agriculteurs mettent en œuvre des pratiques visant à lutter contre la dégradation des sols, comme le zaï ou la plantation d'arbres et de plantes fertilisants. Ces dernières années, un nombre croissant d'organisations de producteurs, généralement avec l'appui d'ONG et des bailleurs de fonds, met en œuvre des activités de promotion de l'agroécologie. Cet intérêt croissant des organisations pourrait selon certains constituer une opportunité pour le développement de l'agroécologie au Burkina Faso. Des actions d'ONG, défendant une vision souvent plus « militante », se sont également multipliées, en particulier dans le Nord du pays.

Malgré l'intérêt affiché d'un nombre croissant d'acteurs, ces pratiques peinent encore à se diffuser à une plus grande échelle. Dans un numéro de la revue *Grain de sel*, Inter réseaux s'est interrogé sur les difficultés de ce « changement d'échelle » de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les différentes contributions ont mis en évidence une série de contraintes, qui vont de la pénibilité de certaines pratiques à la faible efficacité des méthodes de « diffusion » mises en œuvre.

Plus spécifiquement dans le cas du Burkina Faso, les pratiques de conservation des sols (comme le zaï, les demi-lunes, les cordons pierreux ou le paillage) ne représenteraient qu'un tiers environ des superficies cultivées dans les régions où il y a eu adoption de ces techniques. Dans certaines zones, les systèmes de production peuvent être très consommateurs de pesticides sans que l'on connaisse bien leurs impacts sur l'environnement et la santé des consommateurs. C'est le cas pour les systèmes maraîchers surtout lorsque ces pesticides sont mal utilisés ou importés frauduleusement. Dans la partie plus arrosée du pays, une majorité d'agriculteurs resterait attachée au modèle d'intensification issu de la révolution verte et basé sur l'usage d'engrais minéraux et de pesticides. L'aide de l'Etat pour l'accès aux engrais reste alors souvent une revendication majeure des organisations de producteurs.

Objectifs de la rencontre

Cette rencontre organisée par Inter-réseaux visait à permettre aux organisations paysannes et aux ONG travaillant avec des groupements de producteurs de partager leurs expériences dans le domaine.

Elle a permis aux différents acteurs de mieux se connaître et d'identifier des solutions aux obstacles rencontrés. A un niveau plus global, la rencontre a permis aussi de dégager des éléments de réflexion sur la transition agro-écologique au Burkina Faso et en particulier sur le rôle des organisations de producteurs dans celle-ci.

Déroulement de la rencontre

La rencontre s'est déroulée les 24 et 25 novembre 2015, à Ouagadougou, dans les locaux d'Inter-réseaux. Elle a rassemblé des organisations paysannes et ONG, dont plusieurs membres d'Inter-réseaux, impliquées au Burkina Faso dans une démarche de promotion de l'agroécologie. (Cf. liste des participants en annexe). Les échanges ont été facilités par l'équipe du Secrétariat exécutif.

Au total, plus de cinquante participants étaient présents à cet atelier, ce qui témoigne du fort engouement des acteurs à se réunir et à discuter de ce sujet. La diversité des acteurs présents a permis de sortir de « l'entre soi » et de provoquer de réels débats entre les participants.

Le premier jour a été consacré au partage d'expériences et de pratiques, autour de cinq grands sujets. La deuxième journée a permis de réfléchir collectivement à la question du changement d'échelle : à quelles conditions l'agroécologie peut-elle prendre plus d'ampleur ? Quel rôle les organisations paysannes peuvent-elles jouer dans ce changement d'échelle ?

Pourquoi avoir développé des démarches en agroécologie ? Comment cette préoccupation est-elle apparue ?

Plusieurs raisons expliquant l'engagement dans l'agroécologie des acteurs présents à l'atelier ont été mentionnées :

- les limites du système de production agricole conventionnel : baisse des rendements, dégradation de l'environnement, risque pour la santé humaine, difficultés d'approvisionnement en engrais (coût et disponibilité) ;
- l'accélération de la dégradation des sols et des ressources naturelles, dans un contexte de changement climatique ;
- une approche militante ou citoyenne, en faveur d'un système de production plus respectueux de l'environnement et d'une alimentation plus saine ;
- les opportunités de financement ou de partenariat (l'agroécologie étant devenue une priorité dans les plans stratégiques de certaines ONG ou partenaires).

L'agroécologie mobilise au Burkina différents types d'acteurs :

- des OP en réponse à des enjeux posés par leurs producteurs membres (baisse des rendements, coût des engrais, etc.). L'atelier a mis en évidence que de plus en plus d'OP s'investissent dans l'agroécologie ces dernières années, même si la préoccupation première du producteur reste économique (la mise en place de pratiques agroécologiques peut s'avérer coûteuse) ;
- des associations / ONG. Certaines opèrent en milieu rural et s'investissent notamment dans l'appui aux producteurs, la recherche ou la diffusion de pratiques agroécologiques. D'autres travaillent en milieu urbain, notamment dans le plaidoyer ou la mobilisation citoyenne.

Les débats et les actions autour de l'agroécologie au Burkina Faso ne sont pas récents et datent du début des années 1980. Cependant, un nombre croissant d'acteurs s'y intéresse aujourd'hui. Certains

participants de l'atelier pensent que « l'effet seuil » serait désormais atteint pour permettre un véritable changement d'échelle dans la diffusion des pratiques agro-écologiques.

Les débats lors de l'atelier ont également relevé des perceptions et des visions très différentes de l'agroécologie chez les participants. Aucune définition consensuelle de ce concept ne s'est dégagée. Ainsi, certaines OP ne rejettent pas totalement le système conventionnel, mais ambitionnent plutôt de combiner les techniques agroécologiques avec celles conventionnelles (intensification durable). L'approche d'autres associations est plus globale, voire philosophique et induit un changement de comportement général de l'agriculteur. Plusieurs points ne font pas consensus, tels que le niveau d'utilisation d'intrants chimiques, l'utilisation d'OGM, le type de semences utilisées (paysannes vs certifiées), etc.

Il a été mentionné plusieurs fois le fait que l'agroécologie est un « concept urbain », importé de l'extérieur, et difficile à comprendre pour les producteurs agricoles. Certaines associations développent des démarches intéressantes pour amener les agriculteurs à le caractériser par rapport à leur vécu (cf. expérience de Tipaalga). Les participants ont également soulevé la nécessité que les acteurs du Burkina convergent vers une vision partagée du concept d'agroécologie adapté aux réalités du pays.

Enfin, il a été relevé que l'agroécologie doit être abordée de façon différenciée, en fonction des filières (les enjeux du maraîchage ne sont pas les mêmes que pour les céréales de grande consommation...) et des zones agroécologiques du Burkina.

Quelles techniques et pratiques sont développées ? Avec quels résultats ?

Les organisations présentes à l'atelier utilisent des pratiques agro-écologiques très diverses qu'ils combinent bien souvent entre elles : compost, arbres fertilisants, régénération naturelle assistée (RNA), semis sous couvert végétal (SCV), zaï / demi lunes, cordons pierreux, paillage, agriculture biologique, rotation et association de cultures, biodigesteurs, ... Les pratiques agro-écologiques dans les systèmes d'élevage ainsi que la question des semences paysannes ont été très peu abordées durant les débats.

L'accent a principalement été mis par les participants sur la pratique du compostage, qui semble largement répandue, mais qui présente plusieurs limites, notamment celle de l'indisponibilité de la biomasse et de la pénibilité du travail.

De façon générale, les participants ont souligné la pénibilité de plusieurs pratiques, qui les rendent peu attractives notamment pour les jeunes ruraux. Il existe toutefois des possibilités de mécanisation de certaines techniques (comme le zaï), qui devraient faire l'objet d'une attention plus importante.

Les participants sont revenus sur la nécessité d'avoir une approche différenciée en termes de pratiques agroécologiques, en fonction de l'échelle territoriale (ménages, terroir) et des systèmes de production agricoles. Ils ont insisté sur le fait qu'aucune pratique ou combinaison de pratiques ne constitue une « recette miracle » et qu'il est ainsi important d'avoir une réponse adaptée à chaque cas, en mettant toujours le producteur au centre du processus.

En termes de résultats des pratiques, certains acteurs développent des initiatives afin d'avoir des éléments démontrant l'efficacité des pratiques agroécologiques sur le terrain par rapport au système conventionnel. Mais de façon générale, les participants constatent une quasi inexistence de données solides sur les performances technico-économiques des pratiques agroécologiques.

Deux grandes « visions » sur les pratiques agroécologiques ressortent des contributions des participants :

- pour certains, il s'agit avant tout de valoriser des pratiques ancestrales et endogènes, des savoirs locaux, qui ont été délaissés voire « oubliés » avec la révolution verte. La transition agro-écologique

- s'apparenterait ainsi en quelque sorte à un retour aux systèmes de production agricoles d'autrefois ;
- pour d'autres, l'enjeu est de développer de nouvelles techniques, des innovations, afin de faire de l'agroécologie une agriculture à la pointe de la modernité. Ceci passe notamment par une mobilisation accrue de la recherche.

Au-delà des pratiques exclusivement agro-écologiques, les OP ont dans certains cas soulevé l'adoption de pratiques combinant pratiques conventionnelles et pratiques agro-écologiques (engrais chimiques/engrais organiques) donnant des résultats plus probants sur le court terme que les systèmes exclusivement conventionnels ou agro-écologiques. Cela montre bien la difficulté pour les OP de répondre à la fois à des enjeux environnementaux sur le long terme et à des questions économiques de court terme.

Quelles méthodes de diffusion des pratiques agro-écologiques sont utilisées ?

Les méthodes adoptées par les différents acteurs pour la diffusion des pratiques agro-écologiques sont diverses et restent classiques : champs-écoles, concours, vidéo, paysans relais, fiches et brochures, conseil agricole, etc. Il ne semble pas que des méthodes de diffusion spécifiques à l'agroécologie aient été développées.

L'expérience de l'UGCPA, qui a utilisé la vidéo pour diffuser sa politique agro-environnementale auprès de ses membres, a été présentée et largement débattue.

Les préoccupations clés qui ressortent autour des échanges sont principalement : i) Comment réussir à toucher une grande masse de producteurs ? ii) Comment faire remonter les préoccupations des membres de la base ? iii) Comment pérenniser les outils de diffusion lorsque les financements arrivent à terme ?

Les participants ont insisté sur l'importance d'avoir des appuis financiers (crédit, subventions, etc.) pour faciliter et accélérer la diffusion des pratiques agro-écologiques.

Le rôle du conseil agricole et de la formation agricole dans la diffusion des pratiques agro-écologiques a été peu discuté durant l'atelier.

De façon globale, les participants ont principalement mis en avant les enjeux de l'agroécologie au niveau de la production, et peu au niveau du marché et des politiques agricoles.

Quel levier pour le changement d'échelle ?

Plusieurs leviers ont été identifiés par les participants pour accélérer le changement d'échelle des pratiques agro-écologiques.

Le marché

Les participants ont insisté sur l'importance d'avoir des marchés rémunérateurs pour les produits agro-écologiques. Plusieurs pistes ont été évoquées pour aller dans ce sens :

- viser les marchés institutionnels (SONAGESS) ;
- susciter l'intérêt des consommateurs pour les produits agro-écologiques en montrant leurs avantages (conservation, santé humaine) ;
- mettre en place un système de certification (cf. expérience de la CNABIO sur les normes concernant l'agriculture biologique) ;
- mettre en place une prime à la production agro-écologique ;
- encourager la transformation des produits agro-écologiques afin d'augmenter la valeur ajoutée ;
- avoir un étiquetage spécifique des produits agro-écologiques ;
- accroître la promotion des produits agro-écologiques et sensibiliser les supermarchés.

Le conseil agricole :

- Former les techniciens agricoles sur l'agroécologie ;
- Intégrer l'agroécologie dans les formations et l'appui conseil aux producteurs ;
- Mutualiser les compétences, efforts, financements, entre les centres de formation et d'appui conseil en agroécologie ;
- Identifier et former des animateurs paysans et des leaders qui portent l'agroécologie ;
- Intégrer l'agroécologie dans l'offre de conseil du CEF.

Les pratiques et techniques :

- renforcer le lien avec la recherche (lien paysans / recherche) ;
- produire des référentiels technico-économiques ;
- travailler avec les producteurs industriels de biofertilisants.

Le foncier

La sécurisation foncière des exploitations apparaît comme un préalable à tout investissement des producteurs dans l'agroécologie.

Les politiques

Les participants ont insisté sur l'importance du plaidoyer pour influencer les politiques.

Le financement

Les participants se sont accordés sur la nécessité de financer la transition agro-écologique pour compenser le risque et les pertes pour le producteur les premières années.

Ceci pourrait se faire par la mise en place de fonds publics (nationaux et internationaux) et la mobilisation de fonds privés.

Les suites de l'atelier

Les participants ont fait part de leur intérêt manifeste à poursuivre les échanges au delà de l'atelier. Plusieurs actions à mener ont été identifiées :

- créer une *mailing list* pour faciliter le partage d'informations sur l'agroécologie au Burkina Faso ;
- faire un inventaire des acteurs actifs dans l'agroécologie dans le pays (avec le CNABio et Helvetas) ;
- mettre en place une page web avec des informations sur les principaux acteurs de l'agroécologie au Burkina Faso ;
- mettre en place des groupes de travail pour approfondir certaines problématiques / thématiques : vision commune sur l'agroécologie, référentiels techniques-économiques sur les pratiques agroécologiques, etc. ;
- faire un inventaire des pratiques agroécologiques (capitalisation et géolocalisation) ;
- avoir un temps annuel d'échanges sur l'agroécologie.

Cette rencontre a été réalisée avec le Soutien financier de SOS Faim et de l'Agence française de développement



Liste des participants à la rencontre

Structure	Nom	Mail
ADMIR	Ablacé Compaoré Eli Sinayoko	ablance.compaore@gmail.com
AFDI	Amara Kara	afdi@fasonet.bf
APAF	Souleymane Traoré Claver Yameogo	tra_soul@yahoo.fr yamscla@yahoo.fr apafburkina@yahoo.fr
APIL	Abdoulaye Ouedraogo	apil@fasonet.bf apil.action@fasonet.bf
ARFA	Mathieu Savadogo Saléa Hebié	mathsava@yahoo.fr
Association Jura Afrique Bénin	Malikia Niaogo	
Autre Terre	Christian Legay	christian.legay@fasonet.bf
AVSF	Romain Valleur	r.valleur@avsf.org
Beo Neere	Souleymane Belamnegre	
CIRAD	Jean-Marie Douzet Aboubakar Iyabano	jean-marie.douzet@cirad.fr iyabano1aboubakar@yahoo.fr
CNABio		bureaucnabio@gmail.com
Collectif citoyen pour l'agroécologie (CCAÉ)	Ali Tapsoba	terreavie24@gmail.com
Corade	Ibrahima Zerbo	ibrahima.zerbo@corade.org
CPF	Eric Ouedraogo	
Diobass	Bangali Siaka	diobass@fasonet.bf
FARM	Pierre Girard	pierre.girard@fondation-farm.org
FENOP	Sanou Issouf, coordonnateur Corine Barmanduc, volontaire	sissoufou1@yahoo.fr
Unions membres de la FENOP	Soulama Catherine, administratrice Association Munyu des femmes de la Comoé Sawadogo Mariame présidente de l'Union signassigui a Bama Sanou Salimata trésorière de l'union Signassigui a Bam	
FEPAB-CPF	Eric Ouedraogo	yacouba.kanzoe@gmail.com wendnyiide@yahoo.fr
FERT	Léocadie Isare Marta Kasprzyk	<a href="mailto:<fert.kasprzyk@gmail.com>"><fert.kasprzyk@gmail.com> <a href="mailto:<fert.isare@gmail.com>"><fert.isare@gmail.com>
GRET	Paul Marie Kere	
Helvetas	Jean-Marie Samyn Darius Tiombiano	jean-marie.samyn@helvetas.org
Inades Formation BF	Ousseini Ouedraogo	inadesb@fasonet.bf ouedraogo@eau-vive.org
JADE	Rodrigue Hilou	
MUMYE	Kam Ini	
SOS Faim Luxembourg	Alimata Sawadogo	alimata.sawadogo@sosfaim.org
Tiipaalga	Ouédraogo Souleymane Traoré Touta Alain	fkaguembega@gmail.com
TRIAS	Bakari Cissé	bakari.cisse@triasngo.be
UGCPA-BM	Harouna Yiri Sidibé Adama	soumabere@yahoo.fr bnonyeza@yahoo.fr
Unions de producteurs de niébé	Pafama Ibrahim (Comité technique union des producteurs de pensa) Zoungana Apolinaire (responsable production Fert) Keita Ferdinand (animateur terrain Fert)	
UNPCB	Gala Celestin Sawadogo Maxime	unpcb@fasonet.bf zoung_del@yahoo.fr
	Roger KABORE	agrisahel@yahoo.fr
Consultant indépendant	Patrice Ndjamen	p.djamen@gmail.com